



Faut-il rouvrir les écoles primaires, collèges et lycées après les vacances de la Toussaint ?

Pour l'épidémiologiste Antoine Flahault, les collèges et lycées devraient rester fermer après le 2 novembre, et les écoles primaires ne devraient rouvrir que sous conditions. Il s'explique auprès de « l'Obs ». L'épidémie de coronavirus atteint un nouveau record en France avec 52 010 nouveaux cas positifs enregistrés en vingt-quatre heures, dimanche, et une progression continue du nombre de malades en réanimation, dépassant les 2 500, selon les chiffres de Santé publique France. Malgré les mesures restrictives mises en place - couvre-feu, fermeture des bars, etc. - la deuxième vague déferle sur le pays.

A une semaine de la réouverture des classes après les vacances de la Toussaint, l'épidémiologiste et directeur de l'Institut de santé de l'université de Genève Antoine Flahault préconise la fermeture des collèges et lycées mais plaide en faveur de la réouverture des écoles primaires. Auprès de « l'Obs », il explique ce positionnement et rappelle la possibilité de nuancer la notion de confinement, en l'appréhendant comme un catalogue de mesures, et non plus seulement comme un « package » qui assigne toute une population à résidence.

Vous préconisez le maintien de la fermeture des collèges et lycées après les vacances de la Toussaint, et plaidez pour une réouverture des écoles primaires. Pourquoi cette différence de traitement ?

Je propose l'ouverture des écoles primaires à condition que le masque de protection soit obligatoire et qu'on travaille sur la ventilation des classes pour la raison qu'aujourd'hui, les études montrent que la dangerosité du virus est très faible pour les enfants de moins de 12 ans. La venue à l'école n'engage donc pas de risque personnel chez l'enfant. Par ailleurs, la fermeture des écoles primaires pose des problèmes sociaux et économiques considérables : elle paralyse une grande partie de la force de travail en France.

Clusters dans les universités : l'Etat fait appel à la responsabilité de chacun, des étudiants dénoncent un manque de moyens

Concernant le milieu scolaire secondaire et universitaire, hauts lieux de transmission du virus, l'enseignement à distance est plus réalisable, bien qu'il ne soit pas idéal. Par ailleurs, leur fermeture désengorgerait considérablement les transports publics. Et concernant la tenue de l'activité économique des parents, il est plus aisé de laisser des adolescents sans surveillance attentive à la maison.

N'existe-t-il pas un risque de décrochage scolaire important chez les collégiens et lycéens ?

Ce risque existe, particulièrement chez les collégiens et les lycéens, c'est une décision lourde en cela. Mais on peut imaginer qu'il y ait des dispositions pour un suivi plus actif chez les élèves victimes de ce décrochage.

On pourrait aussi alléger considérablement les effectifs des classes. Mais rouvrir les établissements en conservant l'organisation d'origine, dans une période où le virus connaît une montée exponentielle en Europe me semble quelque chose de très hautement risqué, même si il est vrai qu'il existe des conséquences sociales et éducatives derrière.

L'hypothèse d'un reconfinement en France, au moins partiel, prend de l'ampleur ce lundi. Quelles sont vos préconisations ?

Il existe deux manières d'appréhender le confinement. La première est de le voir comme un « package », celui d'un confinement strict appliqué par tous, comme on l'a connu en mars. On peut aussi le voir comme un catalogue de mesures, où nous ne sommes pas obligés de prendre tout le menu, mais seulement quelques plats comme : la fermeture des écoles, un télétravail massif, une limitation des rassemblements à 50 personnes comme en Suède, la fermeture de certains commerces non essentiels...

Par ailleurs, il existe d'autres modèles de confinement plus modernes et documentés comme le « contact tracing » appliqué en Corée, qui consiste à tester, tracer et isoler uniquement les personnes contagieuses. Les Coréens affirment qu'à l'aide de ce dispositif, ils ne confinent qu'une infime partie des habitants et laisse le reste de la population tranquille.

On est donc loin de l'unique confinement envisageable, celui qui assigne à résidence toute la population. Dans un pays comme la France, il me semble que nous ne sommes pas contraints de choisir entre fromage et dessert. Par ailleurs, tout cela dépend de l'adhésion des mesures par la population. Si les Français s'auto-disciplinent à reporter les mariages, fêtes de familles ou anniversaires, cela aura un effet très puissant sur le risque épidémique. Si la population n'adhère pas, on peut certes entendre qu'on doit rendre ces mesures obligatoires.

Propos recueillis par Victoire Radenne

Victoire Radenne